

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2115

[2006/201750]

4 MAI 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 17, 26, 36, 40, 45, 83 et 95;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, donné le 13 septembre 2005;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 16 septembre 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 février 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est complété comme suit :

« 5^o installations et activités émettant des gaz à effet serre spécifiés :

a) activités dans le secteur de l'énergie :

- installations de combustion d'une puissance calorifique de combustion supérieure à 20 MW, à l'exception des déchets dangereux ou municipaux;

- raffineries de pétrole;

- cokeries;

b) production et transformation des métaux ferreux :

- installations de grillage ou de frittage de minerai métallique, y compris de minerai sulfuré;

- installations pour la production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure;

c) industrie minérale :

- installations destinées à la production de ciment clinker dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou de chaux dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour;

- installations destinées à la fabrication du verre, y compris celles destinées à la production de fibres de verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour;

- installations destinées à la fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaine, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et/ou une capacité de four de plus de 4 m³ et une densité d'enfournement de plus de 300 kg/m³;

d) autres activités : installations industrielles destinées à la fabrication de :

- pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses;
- papier et carton dont la capacité de production est supérieure à 20 tonnes par jour.

Les installations ou parties d'installations utilisées pour la recherche, le développement et l'expérimentation de nouveaux produits et procédés ne sont pas visées;

6° gaz à effet de serre spécifiés : gaz visés à l'article 2, 3°, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto. »⁴

Art. 2. Dans l'article 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots "rubriques 01.20 à 01.40" sont remplacés par les mots "rubriques 01.2 et 01.49.01".

Art. 3. L'article 2 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à un établissement dans lequel intervient une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz à effet de serre spécifiés, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, les informations reprises à l'annexe XXI du présent arrêté. »

Art. 4. Dans l'article 8 du même arrêté, les mots "20, alinéa 1^{er} ou 3" sont remplacés par les mots "20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou § 3, alinéa 1^{er}".

Art. 5. Dans l'article 19 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« La décision accordant le permis d'environnement d'un établissement dans lequel intervient une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz à effet de serre spécifiés mentionne :

- 1° une description des activités et des émissions de gaz à effet de serre spécifiés de l'établissement;
- 2° les exigences en matière de surveillance des émissions de gaz à effet de serre spécifiés précisant la méthode et la fréquence de la surveillance;
- 3° les exigences en matière de déclaration des émissions de gaz à effet de serre spécifiés;
- 4° l'obligation de restituer dans les quatre mois qui suivent la fin de chaque année civile des quotas correspondant aux émissions totales de gaz à effet de serre spécifiés de l'établissement au cours de l'année civile écoulée telles qu'ont été vérifiées conformément à l'article 9 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto. »

Art. 6. L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Simultanément à l'envoi de la décision au requérant visé à l'article 40, § 7, du décret, le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions envoie une copie de sa décision :

- 1° à l'autorité compétente en première instance;
- 2° aux autorités et administrations qui ont émis un avis dans le délai imparti au cours de la procédure;
- 3° à l'exploitant si celui-ci n'est pas le requérant;
- 4° au fonctionnaire chargé de la surveillance. »

Art. 7. Dans l'article 27, § 2, du même arrêté, les mots "40, § 5" et "40, § 4" sont remplacés par les mots "40, § 7".

Art. 8. Dans l'article 30, alinéa 2, du même arrêté, les mots "rubriques 01.20 à 01.40" sont remplacés par les mots "rubriques 01.2 et 01.49.01".

Art. 9. L'article 30 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Si la demande de permis unique est relative à un établissement dans lequel intervient une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz à effet de serre spécifiés, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, les informations reprises à l'annexe XXI du présent arrêté. »

Art. 10. Dans l'article 36 du même arrêté, les mots "86, alinéa 1^{er} ou 4" sont remplacés par les mots "86, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou § 3, alinéa 1^{er}".

Art. 11. Dans l'article 46 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« La décision accordant le permis unique d'un établissement dans lequel intervient une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz à effet de serre spécifiés mentionne :

1° une description des activités et des émissions de gaz à effet de serre spécifiés de l'établissement;

2° les exigences en matière de surveillance des émissions de gaz à effet de serre spécifiés précisant la méthode et la fréquence de la surveillance;

3° les exigences en matière de déclaration des émissions de gaz à effet de serre spécifiés;

4° l'obligation de restituer dans les quatre mois qui suivent la fin de chaque année civile des quotas correspondant aux émissions totales de gaz à effet de serre spécifiés de l'établissement au cours de l'année civile écoulée telles qu'ont été vérifiées conformément à l'article 9 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto. »

Art. 12. Dans l'article 47 du même arrêté, les mots "Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions" sont remplacés par les mots "Ministre qui a les Permis uniques dans ses attributions".

Art. 13. Dans l'article 49 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "95, § 2, alinéa 2" sont remplacés par les mots "95, § 2, alinéa 4";

2° les mots "au Ministre ayant l'Aménagement du Territoire, l'Urbanisme et l'Environnement dans ses attributions" sont remplacés par les mots "au Ministre ayant les Permis uniques dans ses attributions".

Art. 14. Dans l'article 54 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "95, § 6" sont remplacés par les mots "95, § 7";

2° les mots "le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire, l'Urbanisme et l'Environnement dans ses attributions" sont remplacés par les mots "le Ministre ayant les Permis uniques dans ses attributions".

Art. 15. Dans l'article 56, § 2, du même arrêté, les mots "95, § 6" sont remplacés par les mots "95, § 7".

Art. 16. Dans l'article 120, § 1^{er}, alinéa 2, les mots "40, § 1^{er}, alinéa 3" sont remplacés par les mots "40, § 2, alinéa 1^{er}".

Art. 17. Une annexe XXI est ajoutée comme suit :

Ministère de la Région wallonne
Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Annexe XXI

Formulaire relatif aux demandes d'émettre des gaz à effet de serre spécifiés en application du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatifs aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto

Ce document est complété uniquement par les exploitants d'au moins une installation et/ou activité classée reprise dans le tableau ci-dessous, dont la capacité, individuelle ou cumulée à celles des autres installations et/ou activités relevant de la même rubrique, dépasse, dans un même établissement, la valeur seuil (s'il en existe une) citée dans ce même tableau.

TABLEAU I

Installations et activités
Activités dans le secteur de l'énergie Installations de combustion d'une puissance calorifique de combustion supérieure à 20 MW (sauf déchets dangereux ou municipaux).
Raffineries de pétrole.
Cokeries.
Production et transformation des métaux ferreux Installations de grillage ou de frittage de minerai métallique, y compris de minerai sulfuré.
Installations pour la production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure.

III. Liste des niveaux de méthode retenus par l'exploitant pour déterminer les variables de calcul

Réf. source(s)	Combustible(s)/ matière(s)	Variables de calcul	Niveau retenu (Nret.)	Justificatif si Nret. < Nmax.	Procédure d'échantillonnage et d'analyse
		Données d'activité		Annexe n°	description succincte des équipements de mesure en Annexe n°
		Pouvoir calorifique inférieur		Annexe n°	valeur de référence de la Région wallonne laboratoire agréé fournisseur exploitant (normes reconnues) autre → Annexe n°
		Facteur d'émission		Annexe n°	valeur de référence de la Région wallonne laboratoire agréé fournisseur exploitant (normes reconnues) autre → Annexe n°
		Composition (si bilan massique)		Annexe n°	laboratoire agréé fournisseur exploitant (normes reconnues) autre → Annexe n°
		Facteur d'oxydation		Annexe n°	valeur de référence de la Région wallonne
		Facteur de conversion			laboratoire agréé fournisseur exploitant (normes reconnues) autre → Annexe n°
		Fraction de biomasse			laboratoire agréé fournisseur exploitant (normes reconnues) autre → Annexe n°

IV. Liste des éventuelles sources équipées d'un système de mesure en continu (SMC) des émissions de gaz à effet de serre spécifiés + informations sur ces systèmes de mesure en continu

Pas de SMC → passer au point VI

SMC → compléter ce qui suit

Réf. source(s)	Description des systèmes de mesure en continu avec analyse de l'incertitude associée
	Annexe n°
	Annexe n°
	Annexe n°
	Annexe n°

Dans le cas où certaines émissions seraient déterminées par une méthode fondée sur les mesures, l'exploitant doit prouver que cette méthode est plus précise que la méthode de calcul correspondante fondée sur une combinaison des niveaux de méthode les plus élevés et que la comparaison entre les méthodes de mesure et de calcul se fonde sur une liste de sources et d'émissions identiques → voir Annexe n°

V. Résumé non technique

I. Tableau récapitulatif des annexes fournies par l'exploitant

Réf. annexe	Intitulé de l'annexe

Art. 18. Les demandes introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, tout permis délivré postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté et concernant une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz effet de serre spécifiés comprend les mentions visées aux articles 5 ou 11.

Art. 19. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mai 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 2115

[2006/201750]

4. MAI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikeln 17, 26, 36, 40, 45, 83 und 95;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 13. September 2005 abgegebenen Gutachtens des "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung);

Aufgrund des am 16. September 2005 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 27. Februar 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 1999 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 4. März 2002 über die Umweltgenehmigung wird folgendermaßen ergänzt:

«5° spezifizierte Treibhausgase ausstoßende Anlagen und Tätigkeiten:

a) Tätigkeiten im Energiesektor:

- Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung über 20 MW, mit Ausnahme der gefährlichen oder städtischen Abfälle;

- Ölraffinerien;

- Kokereien;

b) Herstellung und Verarbeitung der Eisenmetalle;

- Röst- oder Sinteranlagen für Metallerz, einschließlich Sulfiderz;

- Anlagen zur Herstellung von Roheisen oder Stahl (Primär- oder Sekundärschmelzbetrieb), einschließlich Stranggießen mit einer Kapazität von mehr als 2,5 Tonnen pro Stunde;

c) mineralverarbeitende Industrie:

- Anlagen zur Herstellung von Zementklinker in Drehöfen mit einer Produktionskapazität über 500 Tonnen pro Tag oder von Kalk in Drehöfen mit einer Produktionskapazität über 50 Tonnen pro Tag oder in anderen Öfen mit einer Produktionskapazität über 50 Tonnen pro Tag;

- Anlagen zur Herstellung von Glas, einschließlich Glasfasern, mit einer Schmelzkapazität über 20 Tonnen pro Tag;

- Anlagen zur Herstellung von gebrannten keramischen Erzeugnissen, insbesondere von Dachziegeln, Ziegelsteinen, feuerfesten Steinen, Fliesen, Steinzeug oder Porzellan, mit einer Produktionskapazität über 75 Tonnen pro Tag und/oder einer Ofenkapazität über 4 m³ und einer Beschickungsdichte über 300 kg/m³;

d) sonstige Tätigkeiten: Industrieanlagen zur Herstellung von:

- Zellstoff aus Holz oder anderen Faserstoffen;

- Papier und Pappe mit einer Produktionskapazität über 20 Tonnen pro Tag.

Die Anlagen oder Teile von Anlagen, die für die Erforschung, die Entwicklung oder die Erprobung von neuen Produkten und Verfahren verwendet werden, sind nicht betroffen;

6° spezifizierte Treibhausgase: die in Artikel 2 3° des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten Gase.»

Art. 2 - In Artikel 2 Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Rubriken 01.20 bis 01.40" durch den Wortlaut "Rubriken 01.2 und 01.49.01" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 2 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf einen Betrieb bezieht, in dem eine oder mehrere Anlagen oder Tätigkeiten eingesetzt werden, die spezifizierte Treibhausgase ausstoßen, enthält er außer den in dem in Absatz 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Formular geforderten Auskünften die in der Anlage XXI des vorliegenden Erlasses angegebenen Informationen.»

Art. 4 - In Artikel 8 desselben Erlasses wird der Wortlaut "20, Absatz 1 oder 3" durch den Wortlaut "20, § 1 Absatz 1 oder § 3 Absatz 1" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 19 desselben Erlasses wird folgender Absatz zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

«In dem Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung eines Betriebs, in dem eine oder mehrere Anlagen oder Tätigkeiten eingesetzt werden, die spezifizierte Treibhausgase ausstoßen, wird Folgendes angegeben:

1° eine Beschreibung der Tätigkeiten und der Emissionen von spezifizierten Treibhausgasen des Betriebs;

2° die Anforderungen in Sachen Überwachung der Emissionen von spezifizierten Treibhausgasen unter Angabe der Überwachungsmethode und -häufigkeit;

3° die Anforderungen in Sachen Berichterstattung betreffend die Emissionen von spezifizierten Treibhausgasen;

4° die Verpflichtung, innerhalb von vier Monaten, die auf das Ende eines jeden Kalenderjahres folgen, Zertifikate abzugeben, die den gesamten Emissionen von spezifizierten Treibhausgasen des Betriebs während des abgelaufenen Kalenderjahres entsprechen, wie sie in Artikel 9 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten Gase überprüft wurden.»

Art. 6 - Artikel 26 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Gleichzeitig mit der Einsendung des Beschlusses an den in Artikel 40 § 7 des Dekrets erwähnten Einsprucherheber, sendet der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, eine Abschrift seines Beschlusses an:

1° die in erster Instanz zuständige Behörde;

2° an die Behörden und Verwaltungen, die innerhalb der im Laufe des Verfahrens vorgeschriebenen Frist ein Gutachten abgegeben haben;

3° an den Betreiber, wenn dieser nicht der Einsprucherheber ist;

4° an den mit der Überwachung beauftragten Beamten.»

Art. 7 - In Artikel 27 § 2 desselben Erlasses werden die Wortlaute "40, § 5" und "40, § 4" durch den Wortlaut "40, § 7" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 30 Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Rubriken 01.20 bis 01.40" durch den Wortlaut "Rubriken 01.2 und 01.49.01" ersetzt.

Art. 9 - Artikel 30 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf einen Betrieb bezieht, in dem eine oder mehrere Anlagen oder Tätigkeiten eingesetzt werden, die spezifizierte Treibhausgase ausstoßen, enthält er außer den in dem in Absatz 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Formular geforderten Auskünften die in der Anlage XXI des vorliegenden Erlasses angegebenen Informationen.»

Art. 10 - In Artikel 36 desselben Erlasses wird der Wortlaut "86, Absatz 1 oder 4" durch den Wortlaut "86, § 1 Absatz 1 oder § 3 Absatz 1" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 46 desselben Erlasses wird folgender Absatz zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

«In dem Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung eines Betriebs, in dem eine oder mehrere Anlagen oder Tätigkeiten eingesetzt werden, die spezifizierte Treibhausgase ausstoßen, wird Folgendes angegeben:

1° eine Beschreibung der Tätigkeiten und der Emissionen von spezifizierten Treibhausgasen des Betriebs;

2° die Anforderungen in Sachen Überwachung der Emissionen von spezifizierten Treibhausgasen unter Angabe der Überwachungsmethode und -häufigkeit;

3° die Anforderungen in Sachen Berichterstattung betreffend die Emissionen von spezifizierten Treibhausgasen;

4° die Verpflichtung, innerhalb von vier Monaten, die auf das Ende eines jeden Kalenderjahres folgen, Zertifikate abzugeben, die den gesamten Emissionen von spezifizierten Treibhausgasen des Betriebs während des abgelaufenen Kalenderjahres entsprechen, wie sie in Artikel 9 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten Gase überprüft wurden.»

Art. 12 - In Artikel 47 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Minister der Umwelt" durch den Wortlaut "Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Globalgenehmigungen gehören," ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 49 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "95, § 2 Absatz 2°" wird durch den Wortlaut "95, § 2 Absatz 4" ersetzt.

2° der Wortlaut "den Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt" wird durch den Wortlaut "den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Globalgenehmigungen gehören," ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 54 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "95, § 6°" wird durch den Wortlaut "95, § 7" ersetzt;

2° der Wortlaut "der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt" wird durch den Wortlaut "der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Globalgenehmigungen gehören," ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 56 § 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "95, § 6" durch den Wortlaut "95, § 7" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 120 § 1 Absatz 2 wird der Wortlaut "40, § 1 Absatz 3" durch den Wortlaut "40, § 2 Absatz 1" ersetzt.

Art. 17 - Eine Anlage XXI mit folgendem Wortlaut wird beigefügt:

Ministerium der Wallonischen Region
Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt

Anlage XXI

Formular bezüglich der Anträge, in Anwendung des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto spezifizierte Treibhausgase auszustoßen

Dieses Dokument wird nur von den Betreibern ausgefüllt, die mindestens eine in der nachstehenden Tabelle angeführte eingestufte Anlage und/oder Tätigkeit betreiben, deren individuelle oder mit anderen, in die gleiche Rubrik fallenden Anlagen und/oder Tätigkeiten kumulierte Kapazität den in dieser selben Tabelle angegebenen Schwellenwert (falls es diesen gibt) in ein und demselben Betrieb überschreitet.

TABELLE I

Anlagen und Tätigkeiten
Tätigkeiten im Energiesektor Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung über 20 MW, mit Ausnahme der gefährlichen oder städtischen Abfälle).
Ölraffinerien.
Kokereien.
Herstellung und Verarbeitung der Eisenmetalle Röst- oder Sinteranlagen für Metallerz, einschließlich Sulfiderz.
Anlagen zur Herstellung von Roheisen oder Stahl (Primär- oder oder Sekundärschmelzbetrieb), einschließlich Stranggießen mit einer Kapazität von mehr als 2,5 Tonnen pro Stunde.
mineralverarbeitende Industrie Anlagen zur Herstellung von Zementklinker in Drehöfen mit einer Produktionskapazität über 500 Tonnen pro Tag oder von Kalk in Drehöfen mit einer Produktionskapazität über 50 Tonnen pro Tag oder in anderen Öfen mit einer Produktionskapazität über 50 Tonnen pro Tag.

III. Liste der von dem Betreiber in Betracht gezogenen Ebenenkonzepte zur Bestimmung der Berechnungsvariablen

Referenz-Quelle(n)	Brennstoff(e)/Substanz(en)	Berechnungsvariable	In Betracht gezogenes Ebenenkonzept (Nret.)	Begründung falls Nret < Nmax.	Probenahme- und Analyseverfahren
		Tätigkeitsdaten		Anlage Nr.	kurze Beschreibung der Messgeräte in der Anlage Nr.
		Unterer Heizwert		Anlage Nr.	Bezugswert der Wallonischen Region zugelassenes Laboratorium Lieferant Betreiber (anerkannte Normen) Sonstiges → Anlage Nr.
		Emissionsfaktor		Anlage Nr.	Bezugswert der Wallonischen Region zugelassenes Laboratorium Lieferant Betreiber (anerkannte Normen) Sonstiges → Anlage Nr.
		Zusammensetzung (falls Massenbilanz)		Anlage Nr.	zugelassenes Laboratorium Lieferant Betreiber (anerkannte Normen) Sonstiges → Anlage Nr.
		Oxidationsfaktor		Anlage Nr.	Bezugswert der Wallonischen Region zugelassenes Laboratorium Lieferant Betreiber (anerkannte Normen) Sonstiges → Anlage Nr.
		Umsetzungsfaktor			
		Biomassanteil			zugelassenes Laboratorium Lieferant Betreiber (anerkannte Normen) Sonstiges → Anlage Nr.

IV. Liste der eventuellen Quellen, die mit einem kontinuierlichen Messsystem (SMC) der Emissionen von spezifizierten Treibhausgasen ausgestattet sind + Informationen über diese kontinuierlichen Messsysteme
kein SMC → gehen Sie bitte auf Punkt VI über
SMC → füllen Sie bitte Folgendes aus

Ref. Quelle(n)	Beschreibung der kontinuierlichen Messsysteme mit der verbundenen Unsicherheitsanalyse
	Anlage Nr.
	Anlage Nr.
	Anlage Nr.
	Anlage Nr.

Falls gewisse Emissionen durch eine Methode bestimmt werden sollten, die auf den Messungen beruht, muss der Betreiber nachweisen, dass diese Methode ein genaueres Ergebnis bringt als eine entsprechende Berechnung der Emissionen unter Anwendung der genauesten Ebenen-Kombination und wenn sich der Vergleich der Ergebnisse aus Messung und Berechnung auf identische Quellen und Emissionen stützt → siehe Anlage Nr.

V. Nicht technische Zusammenfassung

I. Übersichtstabelle der von dem Betreiber vorgelegten Anlagen

Ref. Anlage	Titel der Anlage

Art. 18 - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Anträge sowie die Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

In Abweichung von Absatz 1 enthält jede nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ausgestellte Genehmigung, die eine oder mehrere, spezifizierte Treibhausgase ausstoßende Anlagen oder Tätigkeiten betrifft, die in den Artikeln 5 oder 11 erwähnten Angaben.

Art. 19 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Mai 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2115

[2006/201750]

4 MEI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 17, 26, 36, 40, 45, 83 en 95;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling), gegeven op 13 september 2005;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 16 september 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 27 februari 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld als volgt :

« 5^o installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten :

a) activiteiten in de energiesector :

- verbrandingsinstallaties met een warmtevermogen hoger dan 20 MW, met uitzondering van de gevaarlijke of gemeentelijke afval;

- olieraffinaderijen;

- cokesfabrieken;

b) productie en verwerking van ferrometalen :

- installaties voor het roosten of sinteren van metaalhoudend mineraal, met inbegrip van zwavelhoudend erts;

- installaties voor de productie van gietijzer of staal (primaire of secundaire smelting), met inbegrip van uitrustingen voor continu gieten met een capaciteit van meer dan 2,5 ton per uur;

c) minerale industrie :

- installaties voor de productie van cementklinkers in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 500 ton per dag, of van kalk in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag, of in andere soorten ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag;

- installaties voor de fabricage van glas, met inbegrip van installaties voor de fabricage van glasvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 ton per dag;

- installaties voor het fabriceren van keramische producten door middel van verhitting, met name dakpannen, bakstenen, vuurvaste stenen, tegels, aardewerk of porselein, met een productiecapaciteit per kilo van meer dan 75 ton per dag, en/of een ovencapaciteit van meer dan 4 m³ en met een plaatsingsdichtheid per oven van meer dan 300 kg/m³;

d) overige activiteiten : industriële installaties voor :

- de fabricage van papierpulp uit hout of uit andere vezelstoffen;

- de fabricage van papier en karton met een productiecapaciteit van meer dan 20 ton per dag.

Dit besluit is niet van toepassing op installaties of gedeelten van installaties die gebruikt worden voor het uitzoeken, ontwikkelen en uitproberen van nieuwe producten en processen;

6^ogespecificeerde broeikasgassen : gassen bedoeld in artikel 2, 3^o, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto. »

Art. 2. In artikel 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "rubrieken 01.20 tot 01.40" vervangen door de woorden "rubrieken 01.2 en 01.49.01".

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Indien de aanvraag tot milieuvergunning betrekking heeft op een inrichting waar één of meer installaties of activiteiten gespecificeerde broeikasgassen uitstoten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid van dit artikel, de gegevens bedoeld in bijlage XXI bij dit besluit. »

Art. 4. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden "20, eerste of derde lid" vervangen door de woorden "20, § 1, eerste lid, of § 3, eerste lid".

Art. 5. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« De beslissing waarbij een milieuvergunning wordt toegekend voor een inrichting waar één of meer installaties of activiteiten gespecificeerde broeikasgassen uitstoten vermeldt de volgende gegevens :

1° een omschrijving van de activiteiten en de gespecificeerde broeikasgasemissies van de inrichting;

2° de vereisten inzake het toezicht op de gespecificeerde broeikasgasemissies, met vermelding van de methode en de frequentie van het toezicht;

3° de vereisten inzake de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies;

4° de verplichting om binnen vier maanden na het einde van elk kalenderjaar een hoeveelheid emissierechten in te leveren die gelijk is aan de totale emissies van de gespecificeerde broeikasgasemissies van de inrichting in de loop van dat jaar zoals bevestigd overeenkomstig artikel 9 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto. »

Art. 6. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De Minister van Leefmilieu verstuurt zijn besluit naar de aanvrager bedoeld in artikel 40, § 7, van het decreet en maakt er tegelijkertijd een afschrift van over aan :

1° de in eerste instantie bevoegde overheid;

2° de overheden en administraties die tijdens de procedure advies hebben uitgebracht binnen de voorgeschreven termijn;

3° de exploitant als hij de aanvrager niet is;

4° de toezichthoudende ambtenaar. »

Art. 7. In artikel 27, § 2, van hetzelfde besluit wordt de nummering "40, § 5" en "40, § 4" vervangen door de nummering "40, § 7".

Art. 8. In artikel 30, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "rubrieken 01.20 tot 01.40" vervangen door de woorden "rubrieken 01.2 en 01.49.01".

Art. 9. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Indien de aanvraag tot enige vergunning betrekking heeft op een inrichting waar één of meerdere installaties of activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid van dit artikel, de gegevens bedoeld in bijlage XXI bij dit besluit. »

Art. 10. In artikel 36 van hetzelfde besluit wordt de nummering "86, eerste of vierde lid" vervangen door de nummering "86, § 1, eerste lid, of § 3, eerste lid".

Art. 11. In artikel 46 van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« De beslissing om een enige vergunning toe te kennen voor een inrichting waar één of meer installaties of activiteiten gespecificeerde broeikasgassen uitstoten, bevat de volgende gegevens :

1° een omschrijving van de activiteiten en de gespecificeerde broeikasgasemissies van de inrichting;

2° de vereisten inzake het toezicht op de gespecificeerde broeikasgasemissies, met vermelding van de methode en de frequentie van het toezicht;

3° de vereisten inzake de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies;

4° de verplichting om binnen vier maanden na het einde van elk kalenderjaar een hoeveelheid emissierechten in te leveren die gelijk is aan de totale emissies van de gespecificeerde broeikasgasemissies van de inrichting in de loop van dat jaar zoals bevestigd overeenkomstig artikel 9 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto. »

Art. 12. In artikel 47 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Minister van Leefmilieu" vervangen door de woorden "de Minister die voor de Enige Vergunningen bevoegd is".

Art. 13. In artikel 49 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de nummering "95, § 2, tweede lid" wordt vervangen door de nummering "95, § 2, vierde lid".

2° de woorden "de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu" worden vervangen door de woorden "de Minister die voor de Enige Vergunningen bevoegd is".

Art. 14. In artikel 54 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de nummering "95, § 6" wordt vervangen door de nummering "95, § 7";

2° de woorden "de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu" worden vervangen door de woorden "de Minister die voor de Enige Vergunningen bevoegd is".

Art. 15. In artikel 56, § 2, van hetzelfde besluit wordt de nummering "95, § 6°" vervangen door de nummering "95, § 7°".

Art. 16. In artikel 120, § 1, tweede lid, worden de woorden "40, § 1, derde lid" vervangen door de woorden "40, § 2, eerste lid".

Art. 17. Onderstaande bijlage XXI wordt toegevoegd :

Ministerie van het Waalse Gewest
Directoraat-generaal natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu

Bijlage XXI

Aanvraagformulier voor de uitstoot van gespecificeerde broeikasgassen overeenkomstig het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto

Dit document wordt uitsluitend ingevuld door de exploitanten van minstens één ingedeelde installatie en/of activiteit opgenomen in onderstaande tabel, waarvan de capaciteit, individueel of gecumuleerd met die van andere installaties en/of activiteiten die onder dezelfde rubriek ressorteren, in dezelfde inrichting de in bedoelde tabel vermelde drempelwaarde (indien er één bestaat) overschrijdt.

TABEL I

Installaties en activiteiten
a) activiteiten in de energiesector : Verbrandingsinstallaties met een warmtevermogen hoger dan 20 MW (gevaarlijke of gemeentelijke afval uitgezonderd);
Olieraffinaderijen;
Cokesfabrieken.
Productie en verwerking van ferrometalen Installaties voor het roosten of sinteren van metaalhoudend mineraal, met inbegrip van zwavelhoudend erts.
Installaties voor de productie van gietijzer of staal (primaire of secundaire smelting), met inbegrip van uitrustingen voor continu gieten, met een capaciteit van meer dan 2,5 ton per uur.
Minerale industrie Installaties voor de productie van cementklinkers in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 500 ton per dag of van kalk in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag of in andere soorten ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag.

III. Lijst van de niveau-methodes gebruikt door de exploitant om de berekeningsvariabelen te bepalen

Ref. Bron(nen)	Brandstof(fen)/materia(a)l(en)	Berekeningsvariabelen	Gebruikt niveau (Gebr.N)	Bewijsstuk als Gebr.N < Max.N	Monstermemings- en analyseprocedure
		Activiteitsgegevens		Bijlage nr.	Korte beschrijving van de meet- apparatuur in bijlage nr.
		Lager warmtevermogen		Bijlage nr.	referentiewaarde van het Waalse Gewest erkend laboratorium leverancier exploitant (erkende normen) overige → Bijlage nr.
		Emissiefactor		Bijlage nr.	referentiewaarde van het Waalse Gewest erkend laboratorium leverancier exploitant (erkende normen) overige → Bijlage nr.
		Samenstelling (indien massa- balans)		Bijlage nr.	erkend laboratorium leverancier exploitant (erkende normen) overige → Bijlage nr.
		Oxidatiefactor		Bijlage nr.	referentiewaarde van het Waalse Gewest erkend laboratorium leverancier exploitant (erkende normen) overige → Bijlage nr.
		Conversiefactor			
		Biomassafractie			Erkend laboratorium leverancier exploitant (erkende normen) overige → Bijlage nr.

IV. Lijst van de eventuele bronnen voorzien van een systeem voor continue meting (SCM) van gespecificeerde broeikasgassen + informatie over deze systemen voor continue meting

Geen SCM → overgaan naar punt VI

SCM → invullen wat volgt

Ref. Bron(nen) :	Beschrijving van het systeem voor continue meting met samenhangende onzekerheidsanalyse
	Bijlage nr.
	Bijlage nr.
	Bijlage nr.
	Bijlage nr.

Indien bepaalde emissies op basis van een meetmethode bepaald worden, moet de exploitant aantonen dat hiermee, bij toepassing van een combinatie van de hoogste niveaus, met zekerheid een grotere nauwkeurigheid wordt bereikt dan met de relevante berekeningen, en de vergelijking tussen meten en berekenen gebaseerd is op een identieke lijst van bronnen en emissies → zie Bijlage nr.

V. Niet technische samenvatting

I. Samenvattende tabel van de door de exploitant overgemaakte bijlagen

Ref. Bijlage	Titel van de bijlage

Ref. Bijlage	Titel van de bijlage

Art. 18. De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende aanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

In afwijking van het eerste lid bevat elke vergunning die na de inwerkingtreding van dit besluit verleend wordt voor één of meer installaties of activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uistoten de gegevens bedoeld in de artikelen 5 of 11.

Art. 19. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 4 mei 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN



MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2116

[2006/201749]

4 MAI 2006. — Arrêté ministériel autorisant à titre expérimental la pêche nocturne de la carpe dans des parties de cours d'eau et de canaux de la Région wallonne

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 12;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Pêche, rendu le 7 février 2005;

Considérant l'intérêt de continuer à permettre la pêche nocturne de la carpe à titre expérimental dans certaines parties de cours d'eau et de canaux de la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Par dérogation à l'article 12, alinéa 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale et sans préjudice des autres dispositions de cet arrêté, la pêche de la carpe du bord de l'eau est autorisée sans interruption depuis le mardi, une demi-heure après l'heure du coucher du soleil, jusqu'au dimanche, une demi-heure avant l'heure du lever du soleil, dans les endroits suivants :

1° Meuse :

- de la frontière française jusqu'au confluent avec la Sambre;

- de l'écluse de Tihange jusqu'au pont de Seraing;

2° Escaut : sur toute sa longueur située en Région wallonne à l'exception de toutes les coupures;

3° Canal Albert : rive droite sur toute la longueur située en Région wallonne;

4° nouveau Canal du Centre et Canal de Nimy-Blaton : de l'ascenseur de Strépy-Thieu jusqu'à l'entrée de la Darse d'Hautrage;

5° nouveau Canal Charleroi-Bruxelles : du siphon du "Tintia" à Viesville jusqu'à l'écluse de Virginal en face de la Base Asquembourg-Interyacht;

6° Lac du Ry jaune (lac des Barrages de l'Eau d'Heure) dans son intégralité;